Discours de Fakhfakh : est-ce la rupture ?

Si la quasi-totalité des secteurs économiques du pays souffrent du Covid19, certains sont asymptomatiques ou se portent mieux qu'avant : agro-alimentaire, laboratoires… D'autres secteurs ont besoin de paracétamol. Le Tourisme, lui, est en détresse respiratoire ; pourtant le gouvernement regarde ailleurs.

La situation des entreprises du Tourisme est catastrophique, et elle le sera longtemps après le déconfinement. Dans le meilleur des cas, le retour partiel de l'activité à la fin de cet été/début de l'automne se fera à un prix de vente équivalent au coût marginal, puisque les TO demandent déjà des rabais de 50% pour l'été et de 30% pour l'arrière-saison.
Dans ces conditions, il sera moins coûteux pour nos hôtels de garder portes closes.

Oui, nos entreprises du Tourisme ne sont pas exemplaires à tous points de vue. Mais ce sont ces entreprises qui ont permis l'embellie relative de l'économie tunisienne et de sa balance des paiements en 2019.
Ce sont ces entreprises qui ont le plus contribué à la croissance de l'année dernière, aussi minime soit-elle, et ce sont elles qui accompagneront et boosteront demain la reprise économique du pays.

La dernière interview du Ministre du Tourisme sur El Hiwar laissait espérer (enfin !) l'annonce de mesures concrètes pour soulager un tant soit peu nos entreprises. Pourtant, point de mesures dans le discours d'hier soir du Chef du Gouvernement.
Mais le pire est que le Chef du Gouvernement n'a même pas daigné proférer un seul mot d'encouragement ou de consolation (faut-il dire de condoléances…) à l'égard de ces entreprises.
Pas un mot de remerciement pour les milliers de chambres mises à la disposition du Ministère de la Santé (même si certains de nos hôteliers ont manqué de spontanéité à cet égard). Mais beaucoup de passion à défendre des comportements peu vertueux qui défraient actuellement l'actualité.

Nous craignons que ce discours du Chef du Gouvernement soit celui de la rupture avec un secteur essentiel pour notre pays.
Nous craignons qu'il soit le reflet de l'état d'esprit d'une frange de nos politiciens qui considèrent que quoi qu'elles fassent, en temps de crise ou de croissance, les entreprises du Tourisme n'ont aucun mérite à le faire, ni considération à en attendre.
Nous craignons qu'un tel manque d'empathie envers un secteur des plus sinistrés n'entame la confiance des entreprises touristiques dans le gouvernement et dans l'avenir du secteur. Une perte de confiance dont la première conséquence sera un coup d'arrêt aux investissements, notamment pour la rénovation d'un parc hôtelier devenu obsolète.

Un tel coup d'arrêt, s'il advient, signera l'échec de toute tentative de réforme ou stratégie de relance du Tourisme tunisien.

Lotfi Mansour

Réformes : l'internationalisation des entreprises

Pérenniser le secteur du Tourisme passe aussi – surtout – par la remise à flot de notre appareil productif, à savoir les entreprises. Pour cela, une solution s'impose : élargir leur horizon et exporter leur savoir-faire.

« Dans l'hôtellerie mondiale, il y a des surdoués : les Mauriciens, les Asiatiques, les Américains… mais les champions sont incontestablement les Espagnols », écrivait en 2018 le journal Travel Marketing.
Selon Deloitte, l'investissement hôtelier en Espagne a atteint en 2018 la somme faramineuse de 4,9 milliards d'euros. Le RevPar moyen, toutes catégories confondues, en zones balnéaires était de 86 euros à Gran Canaria, 78 euros à Majorque et 105 euros à Ibiza. Pas mal pour des hôtels saisonniers et de masse…

Mais la réussite des hôtels espagnols réside surtout dans leur internationalisation.

Les chaînes espagnoles à l'assaut du monde

Les difficultés économiques des années 90 ont amené le gouvernement espagnol à sécuriser le Tourisme en mettant en place un plan de relance de 24 milliards d'euros, comprenant aussi bien la qualité du service et la diversification du produit que l'internationalisation des entreprises de Tourisme.
Pour les chaînes hôtelières espagnoles, il s'agissait alors de lutter contre la saisonnalité, et pour ce faire la diversification géographique a concerné notamment les Caraïbes (proximité linguistique oblige).

En 1999, les chaînes espagnoles, Sol Meliá en tête, se lancent à l'assaut de l'Europe et des Caraïbes. Sol Meliá y investit à ce moment-là 210 millions d'euros pour racheter 11 hôtels, dont 9 à Paris.
Depuis, c'est par la franchise que ce développement s'effectue et, pour certains, par l'association avec de grands TO. Aujourd'hui, Sol Meliá compte 350 hôtels dont 140 en Espagne et 40 à Cuba.

Selon les dernières informations disponibles, l'administration du Tourisme en Espagne a consacré en 2016 un budget de 74 millions d'euros à l'internationalisation des entreprises du Tourisme.

Une question de volonté

Qu'est-ce qui nous manque pour initier, à notre échelle, un développement de cette nature pour nos entreprises ? Nos chaînes hôtelières sont-elles condamnées au marché tunisien et à rester d'éternelles franchisées ?
Sont-elles condamnées à se diversifier dans d'autres secteurs, sans atteindre dans aucun d'entre eux une taille critique permettant la conquête de marchés extérieurs ?

J'entends déjà les objections des sceptiques : le budget de l'Etat tunisien ne permet pas une telle politique ; nos chaînes hôtelières n'ont pas les moyens ni le savoir-faire des chaînes espagnoles.
Faux, car il s'agit plus d'état d'esprit et de volontarisme que de moyens financiers.

La chaîne Occidental Hoteles ne comptait en 2012 que 2 hôtels en Espagne, contre 16 à l'international. Cette chaîne (rachetée depuis par le Groupe Barcelo) compte aujourd'hui 51 hôtels, dont 26 hors d'Espagne.
Nos cadres hôteliers ne font-ils pas déjà le bonheur des hôteliers de nombreux pays, y compris certains de nos concurrents ? Pourquoi ce qui a été possible pour des entreprises tunisiennes d'autres secteurs ne le serait-il pas pour nos hôtels et nos agences de voyages ?
Les 300 000 Tunisiens qui voyagent chaque année en France (l'équivalent d'un million de nuitées) ne pourraient-ils pas être intéressés par une enseigne adaptée à leurs attentes ? Et qu'attendent nos agences de voyages pour s'implanter en Algérie… l'ouverture de la frontière maroco-algérienne ?

La synergie public/privé

Cependant, et pour revenir au cas espagnol, une telle ambition suppose un préalable : une grande synergie entre le public et le privé, scellée en Espagne grâce à l'implication constante depuis 20 ans de l'Etat dans le développement du secteur.

En effet, avant de pouvoir exporter son "business model touristique", l'Espagne a dû remettre à flot non seulement son tourisme et ses hôtels, mais aussi ses infrastructures pour ensuite créer le Segittur chargé d'exporter le "savoir-faire touristique espagnol". Cet organisme est l'initiateur d'un programme « Destination touristique intelligente » (Smart Destination) qui ne vise pas moins que *« l'internationalisation des entreprises liées à l'activité touristique » ainsi que « la participation d'entreprises espagnoles dans les projets touristiques mondiaux »*, nous rapporte le Courrier d'Espagne.

On serait donc bien inspiré d'instaurer cette synergie public/privé en commençant par la restructuration abordée dans **notre précédent article**, ainsi qu'un plan de mise à niveau de nos entreprises de Tourisme comprenant notamment un plan de soutien à la rénovation des hôtels dans le cadre de la mise en place des nouvelles normes.

Une révision du Code des investissements dans le Tourisme ou l'octroi d'un statut fiscal particulier pour les entreprises pourrait se faire en tenant compte des deux critères :

- apport à la balance touristique,
- initiation de projets à l'international.

Le reste est une question de volonté de la part de nos dirigeants et décideurs du Tourisme.
Qu'il leur suffise de méditer l'exemple d'un célèbre Tunisien qui, bien que borgne, a compté parmi les hommes les plus visionnaires de l'histoire de l'humanité : Hannibal.

Lotfi Mansour

Réformes : la déliquescence du système de gouvernance

Depuis une vingtaine d'années, le Tourisme tunisien est mis sous pilotage automatique. Les mêmes structures, les mêmes études, les mêmes méthodes, les mêmes reflexes sont reproduits. Avec la crise du Covid19, le temps est venu pour l'équipage de reprendre les commandes.

Comme nous l'écrivions dans **notre précédent article**, la crise du Covid19 va nous obliger à repenser les fondations mêmes du secteur. Et les réformes réussies de l'Espagne il y a vingt ans sont un exemple à suivre.

En Tunisie, cette crise survient en effet au pire moment pour nos structures publiques comme privées.
En février 2017, la Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Selma Elloumi, constatait devant l'ARP *« la déliquescence du système de gouvernance des structures de tutelle du secteur »*. Dans la foulée de cette déclaration, on a restructuré la formation professionnelle et puis… C'est tout.

Nos fédérations professionnelles, quant à elles, peinent à se faire entendre et à récolter des cotisations suffisantes pour leurs frais de fonctionnement.

Les professionnels face au Covid19

Individuellement, beaucoup de nos “grands professionnels” ont montré leurs limites managériales, humaines et patriotiques en refusant, dans leur majorité, d’accueillir les membres du corps médical au sein de leurs hôtels. A quelques rares exceptions près – dont un patron de chaîne hôtelière honni ces dernières années – c’était un refus catégorique.

En Espagne, le Covid19 a été pour les hôteliers espagnols l’occasion de montrer leur parfaite symbiose avec l’Etat espagnol et se sont portés à la première ligne de la lutte contre la pandémie.
A Barcelone seulement, ce sont 2500 chambres dans 6 hôtels de luxe qui hébergent les malades convalescents.

En Tunisie, on a dû se rabattre sur un vieil hôtel fermé depuis deux ans pour le confinement de Tunisiens revenant de l’étranger. L’Etat devrait se résoudre bientôt à réquisitionner des hôtels.

Système de gouvernance : l’exemple espagnol

Trois ans après la déclaration ministérielle sur la déliquescence de nos structures publiques, et devant l’impuissance avérée des structures professionnelles, le moment est propice pour une refonte du système de gouvernance du tourisme tunisien.
Un système basé sur le partage des expertises et des compétences et où l’Etat resterait le “maître d’œuvre” de la politique touristique, comme c’est le cas en Espagne.

Voici ce qu’en disait l’ambassadeur de France en Espagne en 2015 : (voir **source**)

Dans un pays fortement décentralisé comme l’Espagne, les compétences en matière de Tourisme relèvent des gouvernements des Communautés autonomes (CA). Mais, conscient de l’importance du secteur, l’Etat n’a rien cédé de sa compétence générale de coordination des politiques publiques menées avec les régions et en lien avec le secteur privé…

L'organisation de la filière touristique espagnole apparaît ainsi des plus performantes grâce à sa capacité à fédérer et à susciter l'adhésion de l'essentiel des acteurs concernés, publics comme privés, autour d'une stratégie nationale. Sous l'impulsion du SETUR (Secrétariat au Tourisme), cette stratégie s'appuie sur les organismes suivants :
La Conférence sectorielle du Tourisme (présidée par le ministre en charge du Tourisme)
La Commission interministérielle du Tourisme (qui coordonne les actions des intervenants des différents ministères)
Le Conestur (Conseil national du Tourisme où siègent aussi bien des privés que des experts indépendants)
Turespaña (chargé de la promotion de l'Espagne)
Exceltur

Ce dernier est ainsi décrit :

Exceltur est à la fois un think tank et un lobby du secteur touristique, qui réunit 24 des entreprises les plus emblématiques de la chaîne de valeur du secteur (transport aérien, ferroviaire, maritime ou terrestre, hôtellerie, tour-opérateurs, etc.). Les rapports et études qu'il produit font référence non seulement en Espagne, mais également pour des organismes tels que l'OCDE et l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

C'est ce tissu d'expertise, d'entente et de coopération qui a permis à l'Espagne de parler comme un seul homme et de songer à la fermeture de ses frontières aux touristes étrangers jusqu'au mois de septembre. Sachant bien que ce choc sera amorti par le tourisme local (**voir notre article**).

Il est donc temps de transformer, comme prévu, l'ONTT en agence de promotion, et de renforcer les structures du Ministère en lui adjoignant un équivalent du CONESTUR espagnol ainsi qu'une Commission interministérielle du Tourisme.

Pour les professionnels, il est peut-être temps qu'ils songent à créer leur propre Exceltur.

Lotfi Mansour

A suivre demain, 3e partie : internationalisation des entreprises et innovation.

Réformes : et si on regardait du côté de l’Espagne ?

N’ayant pas tiré les leçons de nos échecs passés, il nous reste à nous inspirer du succès des autres et, à leur tête, l’Espagne. Les effets de la crise du Covid19 seront sans précédent pour le secteur et ses entreprises. On n’aura pas seulement à endiguer les effets d’une énième crise avec des réformettes, mais à refaire les fondations mêmes du secteur.

L’histoire du tourisme tunisien des vingt dernières années est celle d’une succession de crises, suivies de bonnes résolutions qu’on s’est vite empressé d’oublier. 2001 (le 11 septembre), 2002 (l’attentat de Djerba), 2008 (la crise économique mondiale), 2011, 2015 et enfin 2019 (Thomas Cook) : aucune de ces secousses ne semble nous avoir suffisamment ébranlés pour nous conduire à remettre en cause nos dogmes, parmi lesquels :
– le tourisme local est un marché d’appoint,
– le face-à-face public/privé est voué à tenir plus du conflit larvé que d’une véritable coopération,
– l’horizon des entreprises de tourisme (dans le réceptif ou l’outgoing) est limité à la Tunisie.

Dans ces trois domaines, l’Espagne est devenue un modèle qui inspire même les plus grandes destinations comme la France (*).

Comment l’Espagne s’est-elle hissée au 2e rang mondial des destinations ? Comment peut-elle se permettre aujourd’hui d’envisager la fermeture de ses frontières aux touristes étrangers jusqu’au mois de septembre ?
Il y a 20 ans, l’Espagne était comme un “modèle agrandi” de notre destination. Elle en avait tous les problèmes : tourisme « Sol y playa » nécessitant de se diversifier, étroite dépendance envers les TO (et notamment de ceux des marchés allemand, anglais et français), forte saisonnalité, groupes hôteliers familiaux nombreux et concentrés en Espagne… etc.
Les réponses apportées ont, depuis, permis la croissance et la pérennisation du tourisme espagnol. Des réponses et des leçons à tirer que nous allons

passer en revue en trois articles.

Dans le premier, nous traitons d’abord du poids du marché local.

Le marché local, une assurance tout risque

En Espagne, le marché local représente 50% du PIB du tourisme. Plus de 90% des voyages organisés des Espagnols se font en Espagne même.
Les Tunisiens, eux, étaient 2,5 millions à voyager… à l’étranger en 2018, ce qui représente 30% du total des arrivées internationales. La Omra à elle seule engloutit plus de 50 millions de dinars chaque année.

Le budget moyen des voyages des Espagnols était de 1651 € en 2018, sachant que le PIB/habitant y dépasse les 36000 US$.
En Tunisie, l’allocation touristique autorisée pour chaque Tunisien est de 6000 Dt (soit 2000 €, en plus de celles allouées aux voyages d’affaires ou AVA) pour un PIB par habitant dix fois moindre que celui des Espagnols, soit 3400 US$. Cherchez l’erreur…

Ces chiffres montrent qu’il est temps d’avoir une vraie stratégie pour le tourisme local qui aille de pair avec une vraie volonté de préserver et d’améliorer la balance touristique, donc de préserver des devises chèrement acquises.

Les entreprises de tourisme qui ne répondent ni à l’un ni à l’autre de ces impératifs ne doivent plus bénéficier du statut d’entreprises touristiques, notamment en matière fiscale.
Les autres doivent être davantage soutenues.

Changer la perception du tourisme par les Tunisiens

En complément de cette stratégie de commercialisation sur le marché local, il serait opportun d’engager une réflexion pour que le plus grand nombre de Tunisiens puisse partir en vacances en Tunisie au moins une fois l’année, et ainsi vivre le tourisme au lieu d’en entendre seulement parler dans les médias.

De nos jours, il est de bon aloi de parler de tourisme durable. Pour qu’il le soit en Tunisie, il faudrait d’abord qu’il devienne acceptable par la

population locale et donc qu'elle puisse aussi en profiter.
Des idées comme la Bourse Solidarité Vacances (France) sont à méditer.

Lotfi Mansour

A suivre demain : pour un système de gouvernance performant et participatif.

(*) : dès 2010, l'Espagne était devenue un modèle à suivre pour la relance du tourisme, et le ministère français de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi commandait à KPMG une étude portant sur une « analyse comparative des centres de profit des industries touristiques française et espagnole ».

La FI2T craint le pire

Dans un communiqué, la Fédération interprofessionnelle du Tourisme (FI2T) souligne l'insuffisance des mesures prises pour la survie des entreprises du tourisme et réclame notamment le report de la déclaration de mars et des cotisations CNSS du 1er trimestre. Faute de quoi, la FI2T craint que « le secteur touristique va à la catastrophe ».

Communiqué

MESURES INSUFFISANTES POUR LE SECTEUR TOURISTIQUE

Lors d'une réunion organisée le 18 mars 2020 par Monsieur Mohamed Ali Toumi, Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, avec les fédérations du secteur et Monsieur Elyes Fakhfakh, Chef du Gouvernement, nous avons exposé nos demandes de soutien au secteur touristique.

Depuis, les mesures prises restent très insuffisantes.

Si nous avons bien conscience qu'actuellement la priorité doit être accordée au secteur de la santé, il convient en parallèle d'éviter une catastrophe socio-économique. Les mesures de soutien annoncées par le gouvernement ne permettront pas d'éviter une débâcle économique à partir du mois d'avril

2020, sous la forme :

- de faillites de centaines d'entreprises touristiques (agences de voyages, hôtels, restaurants, artisans, guides professionnels, agences de location de voitures…),
- de la mise au chômage de dizaines de milliers d'employés du secteur. Rappelons que le secteur compte environ 100 000 emplois directs et 400 000 indirects. Environ 4 millions de Tunisiens dépendent directement ou indirectement de l'industrie touristique.

Les quatre mesures de soutien urgentes demandées par la Fi2T (Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien) étaient les suivantes :

1 – Prise en charge par l'Etat des salaires du mois d'avril et mai 2020.
2 – Report ou suppression des cotisations sociales relatives aux 1er et 2ème trimestres 2020, sans pénalité, sans formalité et sans justification.
3 – Rééchelonnement des dettes fiscales (IS 2019, 1er acompte provisionnel, TVA, déclarations mensuelles des mois de mars et avril 2020…) sur une longue période, sans pénalité.
4 – Prêts bancaires de trésorerie avec accès facile et à taux très modéré, voire à taux zéro.

Sans un soutien fort de l'Etat et des organismes internationaux, le secteur touristique va à la catastrophe et cela impactera fortement l'économie puisque ce secteur représente 14 % du PIB national.

Le fait que le gouvernement exige le paiement dans les temps de la déclaration mensuelle du mois de mars et des cotisations sociales du premier trimestre 2020 prouve que les caisses de l'Etat sont vides.
Il est donc crucial que l'Etat continue de solliciter l'aide financière urgente des pays riches, des instances régionales et internationales (Union Européenne, FMI, Banque Mondiale, ONU…). Certes, certains organismes ont récemment commencé à donner ou à prêter à notre pays. Mais notre secteur a besoin de visibilité sur l'aide qui nous sera apportée à très court et moyen termes.

Monsieur Selim Azzabi, Ministre du Développement, de la Coopération Internationale et de l'Investissement, a dans les prochains jours un rôle clé à jouer pour mobiliser le soutien financier international en faveur de la

Tunisie.

Houssem Ben Azouz
Président de la Fi2T (Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien)

Tourisme : la com au temps du Corona

Comme annoncé par le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Ali Toumi, l'ONTT lance aujourd'hui une campagne digitale sur l'ensemble des marchés sur le thème "Ce n'est qu'un au revoir" avec le hashtag "#restezalamaison" en plusieurs langues.

Le thème et le ton choisis visent à dédramatiser cette "séparation forcée" entre la destination et ses visiteurs. Cette campagne vise aussi à encourager ceux qui avaient choisi la destination à reporter leur voyage.

Dans le même temps, elle s'inscrit dans le mouvement mondial d'appel au civisme et à la solidarité.



Premières mesures de la BCT

La Banque Centrale de Tunisie vient de décider une série de mesures susceptibles de soulager les finances des entreprises et de leur permettre de faire face à la crise qui s'annonce.

Outre la baisse du TMM d'un point (à 6,75), il a été décidé le report du paiement des dettes échues (principal et intérêts) du 1er mars à fin septembre pour les entreprises classées en catégories 0 et 1, et la possibilité de généraliser ces mêmes mesures au cas par cas pour celles classées en catégories 2 et 3.

Voir plus détails sur le lien :

https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/actualites.jsp?id=683

Fahmi Houki nouveau Directeur de Cabinet

Fahmi Houki est le nouveau Directeur de Cabinet (par intérim) du Ministre du Tourisme et de l'Artisanat. M. Houki était jusque-là Directeur des Services Communs.

Il remplace ainsi Habib Ferchichi qui jouira d'une retraite bien méritée après 35 ans de bons et loyaux services à l'administration du tourisme.

Que décidera le gouvernement ?

Suite à la réunion d'aujourd'hui entre le Chef du gouvernement et les organisations nationales (UGTT, UTICA, UTAP, FTH, FTAV), un Conseil des Ministres est en cours pour d'éventuelles nouvelles mesures sanitaires et aussi, nous l'espérons, des décisions pour limiter l'impact social et économique de la pandémie Covid-19.

A la FTAV, l'heure est à la solidarité nationale puisqu'il a été décidé de

faire un don de 20 000 dinars et de mettre les véhicules des adhérents à la disposition du ministère de la Santé.

Jabeur Ben Attouch, président du syndicat des voyagistes tunisiens *(photo, au 1er plan à gauche)*, précise que cette décision a été prise hier dimanche suite à une réunion du Bureau du syndicat par visioconférence.

Concernant d'éventuels reports de paiement et facilités de caisse en faveur des agences de voyages, M. Ben Attouch tient à souligner que les propositions de la FTAV ont été adressées aux parties concernées (CNSS, Ministère des Finances, Banque Centrale) depuis le 12 mars. *« Nous ne demandons aucune aide ou subvention, mais des aménagements des échéances des agences de voyages »*, ajoute-t-il, avant de réitérer son appel à la création d'un fonds de garantie des risques par les professionnels eux-mêmes pour parer à des crises majeures comme celle que nous vivons.

Tourisme : amortir le choc

Rencontre aujourd'hui 16 mars entre les représentants des entreprises du tourisme (FTH, FTAV) et le Chef du gouvernement pour appuyer leurs demandes de report de certains paiements (CNSS, leasing…).

Le but ultime des mesures que déciderait le gouvernement est d'amortir le choc social de cette crise ; des milliers d'emplois sont en jeu, surtout que de nombreuses entreprises sont menacées d'asphyxie financière après l'arrêt des versements de la part des tour operators. L'heure est assurément à la solidarité nationale entre tous.
